

## DOCUMENT DE CONCLUSION

### RAN LOCAL

6 et 10 mars 2023, en ligne

# Réunion en ligne de RAN LOCAL : Comment prévenir et limiter l'extrémisme anti-gouvernemental au niveau local ? Restaurer la normalité et recréer la confiance et des réseaux au niveau local.

## Principaux résultats

Dans plusieurs pays d'Europe, les citoyens ont de plus en plus tendance à faire valoir leur droit à exprimer leur mécontentement ou leur méfiance à l'égard des autorités (par exemple, par le biais de manifestations). Dans certains cas, ces sentiments se transforment en hostilité car les citoyens considèrent que les autorités ne remplissent pas correctement leur mission et ne leur font plus confiance (que ce soit justifié ou non). De plus, il arrive que des individus, des groupes ou des mouvements se sentent tellement exaspérés ou mis de côté par les autorités qu'ils diffusent de faux discours et des discours qui favorisent les dissensions. Leur but est ainsi de porter atteinte à la légitimité des gouvernements et de diaboliser leurs représentants ainsi que les organisations (perçues comme) affiliées, telles que les forces de l'ordre, les organes législatifs et judiciaires, les établissements d'enseignement et les organismes scientifiques. Cet environnement offre un terrain de plus en plus propice à la manipulation par les groupes extrémistes et à des actes violents.

La réunion du groupe de travail en ligne, qui s'est tenue les 6 et 10 mars 2023, a porté principalement sur le phénomène de l'extrémisme anti-gouvernemental, également appelé « extrémisme anti-autorité » ou « extrémisme contestataire ». La rencontre a réuni des coordinateurs locaux et régionaux de 11 États membres afin qu'ils échangent leurs points de vue sur ce type d'extrémisme et ses manifestations dans leurs villes et régions respectives. Ils ont également discuté de différentes approches permettant de prévenir et de lutter contre ce phénomène en examinant en particulier celles qui s'attachent à rétablir des relations normales et la confiance entre les gouvernements et les citoyens afin d'éviter que la situation ne dégénère (de façon violente ou non) et d'impliquer des alliés naturels susceptibles d'aider à atteindre ces objectifs. Voici les principaux résultats identifiés au cours de la réunion :

- Le phénomène d'extrémisme anti-gouvernemental / anti-autorité reste difficile à saisir, en particulier en ce qui concerne la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent, un domaine qui reste intrinsèquement orienté sur la sécurité et axé sur l'idéologie. Restaurer la confiance envers les autorités exige d'**accepter que les approches du gouvernement / des autorités puissent échouer et d'investir à long terme dans des programmes de cohésion sociale, de participation civique et de démocratie locale**. Il est nécessaire de mettre en place une collaboration durable entre les services

impliqués dans la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent, d'une part, et les autres services impliqués dans ces programmes (approche holistique / à l'échelle de la société).

- **Il est capital que tous les services impliqués dans l'approche holistique reconnaissent le fait que les discours anti-démocratiques favorisent la radicalisation**, en particulier ceux qui circulent dans les mouvements anti-gouvernementaux qui soutiennent des idées traditionalistes et misogynes. Ils doivent aussi avoir conscience de l'impact des discours anti-démocratiques similaires tenus par des personnalités politiques.
- **La prévention en ligne reste nécessaire.** Si des difficultés continuent d'exister sur le plan juridique, nous pouvons et devons trouver des solutions créatives, comme cela a déjà été évoqué au sein du RAN. Voir, par exemple, RAN C&N (2022) [Acteurs aux avant-postes : principales difficultés rencontrées et conseils dans le cadre du travail de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent mené en ligne](#).
- Les mouvements européens s'inspirent de ceux des États-Unis. Pour cette raison, la question des **flux financiers** (internationaux) mériterait peut-être d'être examinée de plus près.
- Le fait que **l'extrême droite tente de manipuler les mouvements de contestation légitimes et les sentiments anti-gouvernementaux** doit continuer de figurer parmi les priorités de toute approche de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent.
- Il reste primordial de chercher à savoir « **comment inclure les exclus** » lorsqu'il est question d'extrémisme anti-gouvernemental. Les programmes de participation civique, par exemple, ont tendance à attirer des personnes qui souhaitent déjà s'impliquer dans une certaine mesure. Toutefois, concernant ceux qui se sentent exclus ou isolés, toute initiative visant à encourager leur implication peut être perçue comme « s'inscrivant dans le système » et est donc vouée à l'échec.

## Points forts de la discussion

---

### Qu'est-ce que l'extrémisme anti-gouvernemental et comment se manifeste-t-il ?

À l'occasion de deux sessions, le groupe de travail RAN LOCAL a examiné le phénomène complexe de l'extrémisme anti-gouvernemental. Reconnaisant la légitimité des sentiments négatifs des citoyens à l'égard de leur gouvernement ou des autorités sur des questions telles que la crise du logement, la crise de l'énergie, les retraites, etc., les participants ont réfléchi à des approches non axées sur la sécurité et se sont attachés à identifier des moyens de restaurer un climat de confiance entre citoyens et autorités.

Restaurer la confiance est plus facile à dire qu'à faire, en particulier parce que les sentiments antigouvernementaux ne sont pas nouveaux. Si ces sentiments sont légitimes sur le plan démocratique, ils sont aussi faciles à exploiter à des fins malveillantes (extrémistes). Les participants ont reconnu que, même s'ils ne font pas partie du réseau démocratique mais plutôt du réseau de sensibilisation à la radicalisation, il est important de faire très attention à tous les aspects du problème.

Les participants ont aussi indiqué qu'une des difficultés qu'ils rencontrent est qu'ils doivent déterminer qu'un groupe de citoyens est à bout de patience et s'est isolé de tout ce qui est lié au gouvernement / à l'ordre / au système. Il en découle aussi un risque d'exposition aux discours extrémistes et de radicalisation menant à un comportement extrémiste (violent). Des incidents se sont produits dans certains États membres, avec notamment des citoyens qui ont cherché à intimider des personnalités politiques, ont revendiqué leur indépendance vis à vis de l'État et ont établi des passeports souverains en Allemagne, en Suède et aux Pays-Bas. Il est également arrivé que des manifestations anti-gouvernementales dégénèrent et basculent dans la violence avec, par exemple, l'envoi de

menaces de mort à des personnalités politiques locales et nationales aux Pays-Bas et la planification d'un renversement du gouvernement par le groupe Reichsbürger en Allemagne.

Ces incidents montrent aussi l'importance de s'emparer du problème posé par les mouvements extrémistes antidémocratiques. Ceci implique d'identifier les personnalités politiques locales qui utilisent ce type de messages pour attiser les sentiments anti-gouvernementaux. Le financement des réseaux internationaux a également été discuté. Les participants ont aussi souligné l'importance d'identifier les personnalités politiques faisant usage des mêmes messages antidémocratiques que ceux véhiculés par les mouvements extrémistes anti-gouvernementaux. Ils ont indiqué qu'il s'agissait d'un problème de plus en plus rencontré dans le cadre de l'extrémisme anti-gouvernemental.

### **Qui est mécontent, pourquoi et comment atteindre ces personnes ?**

Compte tenu de la nature insaisissable de l'extrémisme anti-gouvernemental actuel, les participants ont indiqué continuer d'avoir besoin de disposer de davantage de données en ligne sur les activités et les individus potentiellement violents issus des mouvements anti-gouvernementaux. Cependant, il est également nécessaire d'impliquer plus directement les citoyens dans les processus et les décisions du gouvernement, tout comme les autorités doivent établir plus directement le contact avec les individus ayant le sentiment d'être mis à l'écart.

Suite à la discussion, plusieurs façons d'identifier et d'atteindre les groupes « excédés » ont été étudiées. Il a été noté que ces groupes ne font pas toujours partie de la population généralement considérée comme vulnérable et qu'il arrive même que des personnes évoluant dans des groupes plus privilégiés aient le sentiment de perdre leurs privilèges. Dans un cas comme dans l'autre, il est difficile d'établir le contact avec ces personnes en raison du sentiment de méfiance qui les anime. Il a également été souligné que l'identification de ces groupes peut s'avérer délicate. Nombre de discussions et d'indicateurs sur le comportement des individus et/ou ce qu'ils ressentent sont disponibles en ligne. Toutefois, il n'est pas illégal d'exprimer son inquiétude ou son mécontentement à l'égard du gouvernement ou d'une institution particulière, bien qu'il soit contraire à la constitution de recueillir des données à caractère personnel sur les personnes qui le font. Dans ce contexte, des coordinateurs locaux ont exprimé le besoin de travailler avec des membres des services de cohésion sociale, de participation civique et/ou de démocratie locale qui, de par leur mission, sont naturellement et intrinsèquement en contact avec toutes sortes de citoyens, non pas pour les surveiller mais à des fins de prévention.

### **Problèmes**

Un des coordinateurs de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent a mentionné une étude qui a été réalisée en collaboration avec des services de la ville, non liés à la sécurité, dans le but de comprendre les raisons pour lesquelles les citoyens sont mécontents de leur gouvernement. Ils ont, entre autres, identifié chez les réfugiés non ukrainiens un ressentiment croissant à l'égard du gouvernement. Ce sentiment est dû à leur impression d'être traités différemment des réfugiés ukrainiens. Ce résultat pourrait être exploité par des groupes extrémistes et met en évidence une vulnérabilité aussi évoquée par les participants, à savoir la difficulté d'inclure les exclus.

Les groupes ou individus qui ne s'impliquent dans rien qui soit lié au gouvernement ou aux institutions sont difficiles à identifier et à atteindre. Du fait qu'ils ne participent tout simplement à aucun type de programme ou d'étude, aucune infrastructure ou point de contact ne peut être utilisé pour communiquer ou négocier avec eux. À ce sujet, les participants ont souligné la nécessité de combiner les différents silos budgétaires du gouvernement pour améliorer la collaboration entre les services afin de trouver des moyens d'atteindre les groupes (se sentant) exclus. Davantage de discussions et d'échanges sont cependant nécessaires pour espérer gérer ce problème plus efficacement.

Pour terminer, il est regrettable qu'il faille attendre que de nouvelles crises éclatent pour pouvoir réunir davantage de connaissances et de données sur le phénomène de l'extrémisme anti-gouvernemental et les sentiments sous-jacents. Une autre crise, avec des implications similaires sur les plans social et politique, telle que la pandémie, réveillera très probablement les sentiments anti-gouvernementaux. Il reste alors à espérer qu'elle donnera aux praticiens de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent de nouvelles opportunités de prévenir et lutter contre ce phénomène.

---

## Recommandations

---

Cette réunion a eu pour but de proposer deux listes aux praticiens et aux coordinateurs. La première énumère les dix choses à éviter face à l'extrémisme anti-gouvernemental et aux sentiments anti-autorité. La deuxième détaille les dix choses à faire pour aider à lutter contre l'extrémisme anti-gouvernemental et les sentiments anti-autorité. Durant la discussion (voir **Points forts de la discussion**), il est apparu de manière évidente que gérer l'extrémisme anti-gouvernemental et les sentiments sous-jacents n'est pas chose facile. Les points forts de la discussion sont indiqués ci-dessous.

- Ayez conscience du fait que l'extrémisme anti-gouvernemental / contestataire n'est pas défini par une seule idéologie, comme le djihadisme et l'extrémisme de droite. Il n'est donc pas utile de se focaliser sur les points communs perçus. Par contre, il est important de reconnaître que les individus puissent avoir des raisons légitimes d'éprouver du ressentiment à l'égard du gouvernement. Les gouvernements font des erreurs.
- Lorsque les citoyens ne sont pas satisfaits des décisions de ceux qui les gouvernent, il est important que comprendre ceci est fondamentalement lié à leur perception de la démocratie, à leurs sentiments d'inclusion et d'implication ou à l'absence de tels sentiments chez eux. Autrement dit, ils se sentent exclus. Il est important de ne pas juger la légitimité de leur mécontentement ou des raisons pour lesquelles ils le sont. Il est, par contre, primordial d'être à leur écoute, d'exprimer de l'empathie à leur égard et de leur donner l'impression qu'ils sont entendus. Les coordinateurs locaux et régionaux de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent doivent collaborer avec les programmes en place soutenant ces approches, et/ou les inclure.
- Les coordinateurs locaux doivent avoir connaissance des discours antidémocratiques au sein des mouvements anti-gouvernementaux, notamment de ceux à caractère traditionaliste ou misogyne, et avoir conscience du fait que de tels discours tenus par des personnalités politiques peut encourager la radicalisation. Les personnalités politiques qui utilisent ces discours peuvent avoir une portée importante et légitimer et normaliser des points de vue extrémistes, créant ainsi un terrain particulièrement propice que les coordinateurs doivent s'efforcer de prévenir.
- Les coordinateurs locaux doivent avoir conscience de la dynamique internationale à l'œuvre entre les mouvements européens, comme les flux financiers, les discours, les modes opératoires, et ceux des États-Unis. Il est important de reconnaître que l'extrême droite tente d'influencer les manifestations légitimes et les sentiments anti-gouvernementaux.
- Dans leurs efforts pour identifier les groupes et individus animés de sentiments anti-gouvernementaux et désireux de faire usage ou d'inciter à la violence, les coordinateurs locaux doivent adopter une approche consistant à réunir des données à l'échelle de la société. Cette approche doit, entre autres, consister à réunir des informations sur la localisation de ces groupes, leurs griefs et les raisons de leur ressentiment à l'égard des autorités.

- Ne vous limitez pas aux groupes vulnérables connus. Tout le monde a des choses à reprocher aux autorités, quelle que soit sa situation socio-économique. Le risque d'extrémisme est également favorisé dans des groupes plus privilégiés qui ont le sentiment que leurs privilèges sont remis en cause ou leur ont été retirés.
- Lorsque vous intégrez l'extrémisme anti-gouvernemental à l'approche ou à la stratégie en place en matière de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent, tenez compte du fait qu'historiquement la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent étaient principalement axées sur la sécurité et que les acteurs de ce secteur font partie d'un système auquel les mouvements anti-gouvernementaux sont opposés. Pour optimiser l'engagement, il est important que les coordinateurs mettent en place une coopération avec des membres des services de cohésion sociale, de démocratie locale et/ou de participation civique. Il est important de comprendre qu'il faudra beaucoup de temps et de patience avant qu'un programme s'inscrivant dans un système soit perçu comme légitime et intéressant par les individus qui se sentent exclus.
- Les approches locales et régionales de lutte contre l'extrémisme anti-gouvernemental doivent indubitablement inclure des efforts visant à encourager la confiance et le dialogue, grâce à l'aménagement d'espaces sécurisés dédiés au dialogue et à l'engagement. Les coordinateurs peuvent mettre en place des campagnes d'écoute par les dirigeants locaux et régionaux et organiser des interventions pour encourager la cohésion sociale, la tolérance et la diversité.

---

## Pratiques inspiratrices

---

- **Témoigner de la compréhension à l'égard des citoyens qui expriment du ressentiment à l'égard des autorités** : Un maire est allé au contact des citoyens dans la rue et a essayé de leur apporter des réponses. En prenant le temps d'écouter leurs inquiétudes et d'y répondre, le maire a pu donner aux citoyens qui n'avait pas voté et étaient en colère le sentiment d'être entendus et compris.
- **Collaboration entre les services de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent et les services non liés à la sécurité** : Une ville participante a lancé un projet sur la résilience en collaboration avec des unités locales en charge de la démocratie et de la cohésion sociale. Le projet s'est entretenu avec trois ou quatre professionnels afin d'identifier les groupes qui ne se sentent pas en phase avec les autorités et de déterminer pourquoi. Le projet s'est appuyé sur des projets existants pour trouver les principaux acteurs à interroger. Ceci a permis d'identifier des sentiments anti-gouvernementaux au sein de groupes de réfugiés non originaires d'Ukraine qui se sentent traités différemment par les autorités.

---

## Suivi

---

- Les résultats de cette réunion seront repris au cours de la réunion de RAN LOCAL de 2023, intitulée « L'avenir et la position de la stratégie et des approches locales de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent ». Comment modifier notre approche et en quoi cela consisterait-il ?

## Pour approfondir

---

- RAN LOCAL (2021) [Le paysage en mutation de la polarisation, de la radicalisation et de l'extrémisme](#)
- RAN LOCAL (2022) [Observation sur le terrain : effets locaux des événements récents sur la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent](#)
- Document de conclusion d'un événement transversal du RAN sur [La dimension en ligne de l'extrémisme ou comment améliorer les efforts de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent en ligne, Berlin, le 27 septembre 2022](#)
- RAN C&N (2022) [Acteurs aux avant-postes : principales difficultés rencontrées et conseils dans le cadre du travail de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent mené en ligne](#)